QUÉBEC, le 27 mai 1999

POSTE RECOMMANDÉE

Les Transports Angi inc.
700, ave Jean Demers
Bécancour (Québec)
GOX 1B0

OBJET: Licence no: 4-Q-304506-006A
Demande numéro: 8-M-30033C-486

La Commission des transports du Québec vous avise qu'elle a l'intention de rendre une décision défavorable aux fins de révoquer ou suspendre votre licence de camionnage en vrac no 4-Q-304506-006A et de demander le retrait des plaques et du certificat d'immatriculation des véhicules qu'elle pourra désigner, de réviser votre cote et de prendre toutes autres mesures appropriées.

Étant titulaire de licences de camionnage en vrac, la Commission a été informée par ses services administratifs que vous avez mis en danger la santé et la sécurité publique.

Les Transports Angi inc., de même que certains de ses chauffeurs, ont commis des infractions au Code de la sécurité routière (L.R.Q., c. C-24.2).

Le rapport d'enquête du Service de l'inspection et de la vérification de la Commission, dont copie vous est transmise, fait état de :

- 12 infractions attribuées au transporteur;
- 5 infractions attribuées aux conducteurs;
- 4 accidents avec dommages matériels depuis juillet 1997;
- 19 constats d'infractions émis et en attente de jugement.

Vu les renseignements au dossier, les articles 32, 35 et 40 de la *Loi sur les transports* (L.R.Q., c. T-12) et l'article 26 de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds* (L.Q. 1998, c. 40), il y a lieu de:

- révoquer ou suspendre la licence de camionnage en vrac no 4-Q-304506-006A;
- interdire la mise en circulation et l'exploitation de tout véhicule que la Commission pourra désigner;

- ordonner à la Société de l'assurance automobile du Québec de retirer les plaques et le certificat d'immatriculation des véhicules que la Commission pourra désigner;
- de réviser la cote initiale attribuée à Les Transports Angi inc. pour lui attribuer une cote portant la mention "insatisfaisant" ou "conditionnel";
- de déterminer, le cas échéant, les conditions qui devront être respectées par Les Transports Angi inc. en regard de l'exploitation de véhicules lourds;
- de prendre toute autre mesure appropriée.

En vertu de l'article 5 de la *Loi sur la justice administrative* (L.Q. 1996, c. 54), nous vous prions de nous faire parvenir dans les dix jours de la notification des présentes, vos observations, arguments et documents, le cas échéant, susceptibles de ne pas prendre les mesures ci-haut décrites.

PIERRE NADEAU, avocat
Commissaire

p.j.: rapport d'enquête

L'intimée, «Les Transports ANGI inc.», est une entreprise de transport. Sa flotte de véhicules lourds comprend six véhicules moteurs dont un remisé et quinze semi-remorques dont une remisée et une au rancart. L'intimée partage, à Bécancour, un garage d'entretien avec deux autres entreprises dont les actionnaires appartiennent à la même famille, «André Cyrenne inc.» et «Les Entreprises Gilles Cyrenne inc.», lesquelles font également l'objet de décisions de la Commission.

Le 8 juin 1999, Me Louis Hénaire a comparu pour l'intimée et a demandé que celle-ci soit entendue pour faire valoir ses observations à l'encontre des conclusions du préavis. L'audience dans le présent dossier, d'abord prévue pour le 7 juillet 1999, a eu lieu le 31 août 1999.

Lors de cette audience, la Commission a entendu brièvement M Gaston Gill, inspecteur de la Commission et auteur du rapport d'enquête qui avait été transmis à l'intimée et qui constitue l'ensemble de la preuve sur laquelle était fondé le préavis. Également, M Dominique Désilets, contrôleur routier de la Société de l'assurance automobile du Québec, a été entendu.

À l'encontre de cette preuve, l'intimée a fait valoir différentes mesures de redressement prises depuis les derniers mois. Le procureur de l'intimée a fait entendre MM J. Jacques Alary, Claude Magnan et Dany Cyrenne sur l'implantation de ces mesures.

Le comportement général du transporteur

La Commission a pris note d'une longue liste d'infractions commises par l'intimée ou par ses chauffeurs dans les quatre dernières années. L'ensemble de ces infractions, leur nombre et leur caractère répétitif, révèle un comportement douteux que la Commission se devait d'examiner de façon attentive.

Il faut cependant constater une diminution du nombre d'infractions reprochées à l'intimée depuis l'entrée en vigueur, le 21 juillet 1998, de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds* (L. Q. 1998, c. 40).

Le rapport de M. Gaston Gill, inspecteur de la Commission, fait état, sur une période s'étalant de mars 1995 jusqu'à janvier 1999, de 12 infractions attribuées au transporteur, de 5 infractions attribuées aux conducteurs, de 19 infractions émises en attente d'un jugement, ainsi que de 4 accidents avec dommages matériels. Ce rapport relève 8 infractions subséquentes au 21 juillet 1998, dont 4 imputables à un même véhicule et pour un même événement.

Les infractions relevées depuis le 21 juillet 1998 se détaillent ainsi :

98/08/06	1004001004252567	VR58131	art. 463 sit.	155	Masse tot. excess.
98/08/06	1004003004873004	VR55072	art. 523 sit.	51	Non soumis vérif. mécan.
98/08/19	1004003002711495	LB84582	art. 37 sit.	21	Plaque immatr. illisible
98/08/19	1004003002711487	LB84582	art. 213 sit.	2158	Feux pos. latér. défect.
98/08/19	1004003002710802	LB84582	art. 213 sit.	2150	Feu plaque imm. défect.
98/08/19	1004003002710794	LB84582	art. 213 sit.	2165	Feux identif. arr. défect.
98/08/17	AJ0612697577	LC30589	art. 329		Vitesse 90kmh/zone 70kmh
98/10/28	AJ0614592262	LV5981	art. 359		Omiss. conform feu rouge

Même s'il faut constater une nette diminution des infractions en regard des années précédentes, la question de l'état mécanique et de l'entretien des véhicules de l'intimée semblait, à la fin de l'année 1998, toujours inquiétante.

Le témoignage de M. Dominique Désilets, contrôleur routier de la Société de l'assurance automobile du Québec, a été particulièrement troublant à cet égard.

Celui-ci a relaté une visite en entreprise effectuée en novembre 1998, lors de laquelle plusieurs déficiences majeures auraient été découvertes sur des véhicules de l'intimée. Il faut cependant retenir, à cet égard, que la Société de l'assurance automobile du Québec a considéré que suffisamment de correctifs avaient été apportés à cette situation, immédiatement après la visite, pour ne pas sanctionner l'intimée.

Le rapport de M. Gaston Gill, en date du 28 avril 1999, faisant suite à une visite en entreprise et d'une rencontre, le 22 avril 1999, avec M. Michel Paré, alors contrôleur de la flotte de véhicules de l'intimée, fait état, dans ses conclusions à la page 10, de différentes mesures de redressement mises en place depuis le 1er janvier 1999.

Au moment de l'envoi du préavis du 27 mai 1999, une certaine amélioration du comportement général de l'intimée, au sens de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds*, avait donc été constatée par l'inspecteur de la Commission. C'est en raison de cet élément du rapport d'enquête que la Commission a consenti à ce que l'audience prévue pour le 7 juillet 1999 soit reportée au 31 août 1999. Le procureur de l'intimée a alors expressément allégué que les services de la firme Jean Jacques Alary Plus inc.

avaient été retenus afin d'évaluer la situation et d'intervenir dans l'entreprise pour apporter des modifications permettant de parfaire différentes mesures de redressement recommandées ou mises de l'avant pour assurer l'atteinte des objectifs de sécurité routière et de conformité avec la loi.

À l'audience du 31 août 1999, M Jean Jacques Alary a indiqué que certaines lacunes existaient dans la gestion des obligations découlant de la Loi. Il a longuement commenté les différentes mesures de redressement. Son rapport (I-10) ainsi que le recueil intitulé «La gestion des obligations découlant de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds» (I-11) préparé pour l'intimée et pour «Les Entreprises Gilles Cyrenne inc.» font état d'un virage déjà amorcé et de l'adoption de mesures beaucoup plus cohérentes que celles qui avaient été mises en place au début de 1999, tel que le porte à croire la section 4 du formulaire d'inscription au «Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds» complété par l'intimée.

L'arrivée de M Dany Cyrenne, à titre de directeur de flotte de l'intimée et aussi de «Les Entreprises Gilles Cyrenne inc.», en remplacement de M Michel Paré, a été présentée comme une mesure devant favoriser un meilleur entretien de la flotte des véhicules de l'intimée. M Dany Cyrenne, dans son témoignage, s'est montré convaincu de la nécessité d'implanter et de maintenir une gestion conforme aux exigences de la Loi. L'avenir dira si celui-ci, en dépit de sa brève expérience, pourra contribuer au redressement de l'intimée.

L'arrivée de M Claude Magnan, dans l'entreprise «André Cyrenne inc.» où se fait l'entretien des véhicules de l'intimée, pourrait de façon plus plausible encore contribuer à ce redressement. Il ressort du témoignage de M Magnan que celui-ci, embauché à titre de gérant de l'entretien mécanique pour «André Cyrenne inc.», également en remplacement de M Michel Paré, a la compétence et la volonté d'agir pour améliorer l'entretien des véhicules de l'intimée. Au moment de l'audience du 31 août 1999, M Magnan avait entrepris la réorganisation de l'atelier de mécanique de «André Cyrenne inc.», l'entretien des véhicules de l'intimée étant confié pour un certain temps à des tiers.

En résumé, l'intimée a pris les mesures suivantes:

- nouvelle répartition des responsabilités pour assurer un suivi efficace;
- nomination de M Dany Cyrenne au poste de directeur de flotte;
- vérification de l'ensemble de la flotte selon les critères réglementaires;
- utilisation d'un sous-contractant en entretien des véhicules en attendant la mise en place du mécanisme d'entretien efficace chez «André Cyrenne inc.»;
- suivi de l'entretien;
- suivi des défauts détectés par les chauffeurs;
- suivi des heures de conduite et de travail;
- élaboration et mise en place de politiques et procédures pour assurer le respect des obligations découlant de la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds et du Code de la sécurité routière;
- révision des dossiers chauffeurs;
- révision des dossiers véhicules;
- formation des chauffeurs et des gestionnaires;
- distribution des politiques et procédures de l'entreprise aux

- chauffeurs et aux personnes affectées par ces politiques;
- homologation des véhicules et inscriptions des capacités de charge sur les véhicules non articulés;
 - développement d'une charte de chargement pour le tracteur et les semi-remorques;
 - politique de vitesse à 90 km/hre;
 - limitation de la vitesse de pointe des véhicules à 100 km/hre;
 - suivi des chauffeurs.

Certaines de ces mesures sont toutes récentes alors que d'autres ont été mises en place il y a quelques mois.

La décision

L'appréciation générale de la preuve doit se faire dans le cadre suivant. La Commission, lorsqu'elle se prononce, en vertu de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds*, sur le maintien de la cote d'un propriétaire ou exploitant, le fait principalement en vertu de l'intérêt public. Il en découle que la preuve sur laquelle se fonde sa décision doit répondre à des critères objectifs et satisfaire à la fois aux règles de l'équité procédurale, propres à une instance administrative, et à celles de la justice naturelle, propres à une instance quasi judiciaire. Dans le présent dossier, la Commission doit se limiter aux éléments de preuve légalement recevables.

L'ensemble de la preuve fait conclure à la mise en place par l'intimée des éléments essentiels au maintien d'une culture d'entreprise et d'un comportement routier de nature à satisfaire aux exigences de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds* (L.Q. 1998, c. 40). La mise en place de plusieurs mesures de redressement s'est faite de l'initiative de l'intimée. La Commission note toutefois que ce n'est que sur réception du préavis du 27 mai 1999 que l'intimée a décidé de faire appel à une personne ressource externe pour l'assister dans la mise en place d'éléments additionnels de redressement.

La Commission doit prendre acte de ces mesures qui, appliquées de façon continue et sans relâche par une équipe de direction convaincue de leur nécessité, sont de nature à assurer le redressement de l'entreprise en regard des exigences de la Loi. Cette mise en place demeure cependant encore toute récente. S'il n'en tient qu'à la qualité des outils de gestion mis en place, ce redressement de l'entreprise devrait être acquis. Mais puisqu'il s'agit d'implanter une culture d'entreprise, la volonté d'agir de la direction et des cadres de l'entreprise doit se vérifier sur une plus longue période de temps. Cette volonté doit non seulement se manifester de façon indéfectible mais repose également sur des moyens financiers qui ne devront pas faire défaut. Il est donc approprié que la Commission réserve son appréciation définitive, en vérifiant la durabilité et la solidité des mesures adoptées par l'intimée, particulièrement en ce qui concerne l'entretien des véhicules que l'intimée a choisi d'assumer plutôt que de sous-contracter.

La Commission décide donc de surseoir à sa décision finale, de reporter celle-ci à mai 2000, après production d'un rapport d'inspection en entreprise qui

devra être élaboré par la Société de l'assurance automobile du Québec, en collaboration avec le Service de l'inspection et de la vérification de la Commission. La Commission pourra ainsi vérifier le comportement et les engagements de l'intimée. La Commission pourra en tout temps, à l'intérieur de ce délai, intervenir auprès du transporteur et rendre toute décision utile si l'intimée fait défaut à ses obligations.

VU les faits allégués au préavis transmis à la partie intimée;

VU la preuve offerte lors de la rencontre du 31 août 1999;

CONSIDÉRANT la Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds (L. Q. 1998, c. 40);

CONSIDÉRANT la Loi sur les transports (L. R. Q. c. T-12);

CONSIDÉRANT la Loi sur la justice administrative (L. R. Q., c. J-3);

POUR CES RAISONS, la Commission:

- PREND ACTE des mesures ci-haut décrites prises par l'intimée;
- DÉCIDE DE SURSEoir à sa décision finale;
- STATUE QUE le présent dossier sera réévalué et qu'une décision finale pourra être rendue en mai 2000;
- DEMANDE à la Société de l'assurance automobile du Québec de soumettre à la Commission, au plus tard le 15 avril 2000, un rapport d'inspection en entreprise de l'intimée;
- STATUE QUE la Commission pourra rappeler en tout temps devant elle l'intimée pour cause.

PIERRE NADEAU, avocat
Commis saire

PIERRE GIMAÏEL, vice-président
Commis saire

LOUISE PELLETIER
Commis saire